

ALEJANDRO TEITELBAUM

Le Traité constitutionnel européen contient la directive Bolkestein



La tactique mise en œuvre par la Commission européenne, la Banque mondiale, le FMI ou l'OMC consiste souvent à faire avancer simultanément des textes similaires dans plusieurs traités. Ainsi c'est sans surprise que l'on retrouve l'équivalent de la directive Bolkestein au sein du Traité constitutionnel européen. Cet article III-144 participe de la mise en concurrence des salariés à l'échelle de l'Union Européenne, et plus largement à l'échelle mondiale. Avec les délocalisations et les augmentations de temps de travail sans augmentation de salaire obtenues par certaines transnationales, nous touchons là au cœur du système.

page 2

Bataille d'experts sur la démographie israélienne

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Le *Jerusalem Post*

accueille dans ses pages le débat qui oppose les démographes israéliens sur l'avenir de la « majorité juive » en Israël. Pour les opposants à tout retrait israélien des territoires, la possibilité que les juifs puissent former moins de 50 % de la population est une aberration qui doit être démentie. Pour les partisans de la solution des deux États, il faut dramatiser « la bombe à retardement démographique ».

page 7

REPÈRE : 17 MAI 1994

Quand les US Marines déclarent être prêts à tirer sur des civils

En Mai 1994, au centre d'entraînement US Marine Corps de Twenty-Nine-Palms, en Californie, le commandant Ernest Cunningham prépare une thèse sur « Le soldat US et les valeurs constitutionnelles ». Dans le cadre de son étude, il fait remplir un questionnaire à plus de 300 soldats en formation au centre. Parmi les questions, il est demandé aux soldats s'ils seraient prêts à user de leurs armes contre des civils américains si ceux-ci s'opposaient par exemple à ce qu'on leur confisque leurs armes à feu (le pays est alors secoué par le débat sur la limitation des armes à feu, initié par Bill Clinton). Plus d'un quart répondent « oui » sans hésiter. Une autre question demande de choisir entre l'objectif militaire et la sauvegarde des libertés garanties par la Constitution. Ici encore, plus de la moitié des soldats choisit d'abolir les libertés constitutionnelles. ■



LE VÉNÉZUÉLA VA PRODUIRE DES KALASHNIKOVS SOUS LICENCE RUSSE

Après l'acquisition récente de 100 000 pièces, la République bolivarienne du Venezuela va devenir le 2ème pays au monde après la Russie à produire le fusil d'assaut AK-103. Des techniciens militaires russes vont former les ingénieurs vénézuéliens à l'assemblage de ce modèle amélioré de l'AK-74. Le bout du canon est conique, il est muni d'un chargeur interchangeable en plastique et d'un rail destiné à recevoir une lunette de visée. Les fusils seront assemblés dans une usine de Caracas. Le contrat a été signé par le général Jorge Garcia Carneiro et Sergei Ladygin le représentant de Rosoboronexport. La Kalachnikov va désormais remplacer le fusil automatique belge FAL et le pistolet mitrailleur Uzi israélien dans l'armée colombienne. ■

Alejandro Teitelbaum

Le Traité constitutionnel européen contient la directive Bolkestein

La tactique mise en œuvre par la Commission européenne, la Banque mondiale, le FMI ou l'OMC consiste souvent à faire avancer simultanément des textes similaires dans plusieurs traités. Ainsi c'est sans surprise que l'on retrouve l'équivalent de la directive Bolkestein au sein du Traité constitutionnel européen. Cet article III-144 participe de la mise en concurrence des salariés à l'échelle de l'Union Européenne, et plus largement à l'échelle mondiale. Avec les délocalisations et les augmentations de temps de travail sans augmentation de salaire obtenues par certaines transnationales, nous touchons là au cœur du système.



La mise en concurrence des salariés, à l'échelle mondiale et à l'échelle européenne

La mise en concurrence des salariés se base sur le fait que les différences de salaire entre les pays « centraux » et les pays « périphériques » d'Asie, d'Amérique Latine et d'Europe de l'Est sont de l'ordre de 10 à 1, et même pour quelques cas de 20 à 1, avec des niveaux de productivité de plus en plus similaires.

La directive Bolkestein, approuvée sans sourciller par tous les gouvernements il

y a peu (Michel Barnier, actuel ministre des affaires étrangères et le socialiste Pascal Lamy, prochain directeur général de l'OMC, ont soutenu la proposition du commissaire Bolkestein en janvier 2004), est un des piliers de la mise en concurrence des salariés européens. Ces mêmes gouvernements, aujourd'hui inquiets de la montée du « non » en France, font semblant de remettre en question la directive. Mais l'idée contenue dans le texte qu'ils renient figure dans l'article 144 du Traité constitutionnel : « *Sous-section 3 - Liberté de prestation de services. Article III-144 : Dans le cadre de la présente sous-section, les restrictions à la libre prestation des services à l'intérieur de l'Union sont interdites à l'égard des ressortissants des États membres établis dans un État membre autre que celui du destinataire de la prestation. La loi ou loi-cadre européenne peut étendre le bénéfice de la présente sous-section aux prestataires de services ressortissants d'un État tiers et établis à l'intérieur de l'Union* ».

La dernière phrase est encore pire que la directive Bolkestein : les ressortissants de n'importe quel pays dans le monde peuvent devenir prestataires de services à l'intérieur de l'Union.

Il s'agit d'un moyen perfectionné de tirer les salaires vers le bas. D'autant plus que la mobilité des sociétés transnationales (c'est à dire la possibilité de changer leur implantation d'un pays à l'autre) limite la capacité de négociation collective des travailleurs qu'elles emploient. La société peut, en effet, menacer de retirer son implantation locale ou de segmenter la production en divers endroits, si elle considère excessives les revendications de ses salariés. Elle peut aussi simplement délocaliser sa production dans des pays où les salaires sont plus bas. Voici un exemple parmi d'autres.

En juillet 2004, le quotidien français *Les Echos* révélait que les salariés de l'usine Bosch de Vénissieux, dans le département du Rhône, avaient dû accepter de travailler six jours de plus chaque année sans compensation salariale, afin d'éviter une délocalisation de leur usine en République tchèque. La direction s'engageait de son côté à sauvegarder 190 emplois parmi les 300 postes qui devaient être supprimés d'ici à 2008, ajoutait le journal, en soulignant que cet accord constituait « une première en France ». D'après le quotidien, une « très large majorité » des 820 salariés permanents de l'usine avait signé un avenant à leur contrat de travail par lequel ils renonçaient à six jours de RTT (réduction du temps de travail) sur 20, à compter du 1er janvier prochain - soit l'équivalent d'une heure supplémentaire de travail par semaine. « *C'est un double chantage, à la fois individuel et collectif, tout individu qui refusera cette proposition sera licencié le mois prochain* », estimait quant à lui Serge Truscello, délégué CGT de Bosch, cité par *Les Echos*.

Cette annonce intervient alors qu'en Allemagne d'autres groupes comme Siemens ont, en invoquant une possibilité de délocalisation, rallongé la durée hebdomadaire de travail de leurs salariés sur certains sites. Daimler-Chrysler et Bayer ont également fait savoir qu'ils entendaient aller dans ce sens.

Un autre cas exemplaire est celui de Schneider Electric, leader français de l'outillage électrique, qui pousse ses sous-traitants à la délocalisation, leur expliquant que « *Dans le contexte actuel où les maîtres mots sont échanges et mondialisation, Schneider accélère son développement à l'international, afin de gagner en productivité. Vu que la France a atteint un niveau de "prix plafond", les gisements de gains se trouvent hors de nos frontières* ». Schneider propose donc à son sous-traitant l'aide d'un « *cabinet de conseil spécialisé dans l'environnement des PME industrielles et possédant des relais dans les pays*

émergents (Chine, Roumanie...). Cette société vous offrira un prédiagnostic gratuit » [1].

Le mouvement s'accélère

En août 2004, les syndicats allemands de Siemens ont accepté la proposition de l'entreprise consistant à augmenter la journée de travail de 35 à 40 heures sans augmentation des salaires, cela en échange du non-transfert de la production (téléphones mobiles et sans-fil) en Hongrie. Des cas similaires ont eu lieu chez Continental (pneumatiques) ou Thyssen Krupps. Cet « effet de mode » est appelé à s'étendre.

Quarante entreprises allemandes négocient déjà l'augmentation des horaires hebdomadaires à 40, 42, et même 50 heures (Volkswagen), et la suppression d'une des six semaines de congés payés. Le 13 octobre 2004, la presse allemande et internationale a annoncé le projet de General Motors de fermer partiellement l'usine de sa marque allemande Opel, à Bochum, en Allemagne. General Motors met la dernière main à ses plans de restructuration de ses usines européennes, espérant réduire ses coûts de plus de 500 millions d'euros (615 millions de dollars), ce qui donnerait lieu à la suppression de 12 000 des 62 000 emplois du groupe en Europe. A long terme, l'aire de montage de véhicules pourrait être fermée, ce qui entraînerait la suppression de 2 000 emplois. La division de fabrication d'axes serait transférée en Europe de l'Est, probablement en République tchèque. Le plan de restructuration n'affecterait pas l'usine Opel de Figueruelas, à Saragosse, en Espagne, où sont produits les modèles Opel Corsa, Corsa Van et Meriva, et où travaillent 7 400 personnes. Certaines entreprises françaises ont, de leur côté, démonté leurs machines-outils, les ont mises dans des camions, et les ont emmenées dans un pays d'Europe de l'Est, en Roumanie par exemple. Elles proposent aux ouvriers restant sans travail d'aller travailler en Roumanie pour une fois et demi le SMIC... roumain. C'est à dire environ 100 euros mensuels. Un moyen cynique de se conformer à la législation française du travail qui les oblige à prévoir un plan de reclassement pour leurs employés.

En 2005, le chômage en Allemagne a atteint des niveaux sans précédent. Le Gouvernement en profite pour appliquer le modèle implanté par Pinochet au Chili, sur les conseils des « Chicago Boys » : des travaux de réinsertion dans le milieu du travail, payés un euro de l'heure, et que Pinochet - en précurseur - appelait « Plan de l'emploi minimum ».

François Chesnais écrit :

« Les groupes industriels multiplient les expériences technologiques et organisationnelles leur permettant d'obtenir des niveaux de productivité élevés dans les NIP (nouveaux pays émergents) et en Europe de l'Est. Ce ne sont pas exactement les mêmes que dans les pays d'origine, mais ils sont bien plus élevés qu'auparavant et en augmentation constante (...) [Ils] vont chercher à tirer parti de la situation extraordinairement favorable qui leur est offerte par ce croisement « miraculeux » entre la convergence des productivités et le maintien de disparités très fortes des salaires, des conditions de travail (sécurité, hygiène) et des niveaux de protection sociale (...) Les pays dits « en développement » ont toujours représenté pour les entreprises des pays industriels du centre du système capitaliste mondial une réserve de main-d'œuvre dans laquelle ils pouvaient puiser leurs besoins, au rythme et à l'échelle qui leur convenaient. Pendant la phase (1950-1975) de

croissance rapide d'économies encore autocentrées et de production fordiste, il a fallu "importer" cette main-d'œuvre, organiser les flux migratoires vers les métropoles industrielles.

C'était déjà une forme de mise en concurrence des salariés, mais elle avait de fortes limites. Les relations politiques et sociales internes interdisaient d'exclure les immigrés complètement des systèmes de protection sociale. En dehors du bâtiment, les normes de sécurité étaient les mêmes pour tous les travailleurs. Pour défendre les salaires des ouvriers plus qualifiés, les syndicats ont été forcés, même lorsqu'ils n'y tenaient pas tellement, de défendre aussi ceux des OS immigrés. La configuration nouvelle de mise en concurrence des salariés est toute autre. Les entreprises vont à la rencontre de l'armée de réserve de travailleurs, pour les exploiter « in situ », là où ils vivent. Elles profitent de la discipline politique, de la concurrence locale entre travailleurs et des conditions peu coûteuses de reproduction de la force de travail dans les pays d'implantation. La convergence des niveaux de productivité leur permet d'internationaliser la concurrence entre travailleurs, en prenant comme référence les niveaux de salaire et de protection les plus bas : parallèlement les besoins d'immigration sont réduits d'autant. Les implications de ce processus sont encore à peine discutées. Tant que cela n'aura commencé à être fait, il sera difficile de dire, au-delà d'analyses macro-économiques mondiales relatives aux impasses auxquelles ce scénario de l'accumulation conduit, comment doivent agir les salariés des pays industriels, leurs syndicats et les partis qui veulent encore défendre les intérêts des exploités partout où ceux-ci se trouvent » [2].

Il n'y a rien dans le projet de Constitution pour empêcher ou limiter les dégâts de ce genre de situations. Au contraire, le projet donne hiérarchie constitutionnelle aux politiques économiques qui en sont la cause.

Les droits des femmes

Dans le projet de Constitution figurent quelques déclarations sur les droits de la femme et sur l'égalité hommes-femmes, mais il n'y a rien dans le Projet pour assurer la mise en pratique de ces déclarations. Quant à la parité hommes-femmes dans la fonction publique et dans les charges électives, c'est le silence radio.

Par la loi sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes datant de 2001, la France a cédé à la menace de la Commission européenne (basé sur la Directive 76/207/EEC, de 1976 de la Communauté européenne) de la pénaliser de lourdes sanctions financières (950 000 F/jour) à compter de 2001, si elle ne mettait pas un terme à la « discrimination » envers les femmes en maintenant une interdiction du travail de nuit féminin dans l'industrie, datant de 1892. Le texte de la loi prévoit donc que le recours au travail de nuit est désormais possible pour tous, mais devra rester « exceptionnel ». N'aurait-il pas été plus juste, plus équitable, et certainement plus humain d'établir au nom de l'égalité la suppression de tout travail de nuit dans l'industrie ?

Pour ne pas parler de l'essor spectaculaire du proxénétisme dans l'Europe néolibérale basé sur l'exploitation de centaines de milliers de femmes est-européennes en Europe de l'Ouest...

Alejandro Teitelbaum

Avocat argentin, diplômé de l'Université de Buenos Aires. Il est aussi diplômé de Relations économiques internationales à Paris et représentant de l'Association américaine des juristes auprès des Nations unies à Genève.

[1] *Libération*, 24 avril 2004, p. 19.

[2] François Chesnais, Préface du livre « Les multinationales et la mise en concurrence des salariés » de Claude Pottier. Edit. L'Harmattan, Collection travail et mondialisation, Paris, mai 2003.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Bataille d'experts sur la démographie israélienne

Analyse

Le retrait de Gaza, récemment reporté, continue d'agiter la vie politique israélienne, opposant Ariel Sharon au mouvement colon et à son extrême-extrême-droite. Illustration du point de vue des partisans les plus fanatiques de la colonisation, le dirigeant du mouvement ultra-sioniste Bead Artzeinu, Abraham Shmulevitch, livre son point de vue sur la politique qui doit être menée par Israël dans une interview à *Vremya Novostyey*. Prétendant que la terre d'Israël a été donnée par Dieu au peuple juif, il affirme que le Premier ministre doit détruire les mosquées du « Mont du temple » (autre nom de l'esplanade des mosquées) et reconstruire le temple de Jérusalem pour refaire alliance avec Dieu. Ensuite, Israël devra construire un empire qui ira du Nil à l'Euphrate. Bigre ! Dans la bataille opposant Ariel Sharon aux fous de Dieu israéliens, le Premier ministre israélien a reçu le soutien de la gauche bien qu'il n'ait pas caché que le plan de désengagement sert avant tout à renforcer l'emprise israélienne sur la Cisjordanie. Dans le *Daily Star*, l'ancien agent du Mossad, Yossi Alpher, publie un texte illustrant parfaitement le trouble jeu de la gauche sioniste. Il dénonce la politique d'Ariel Sharon et assure qu'il ne peut pas mener Israël vers la paix mais qu'il faut se montrer pragmatique et le soutenir jusqu'au désengagement de Gaza. Le fait que ce retrait entraînera le relogement des colons en Cisjordanie et rendra plus difficile une hypothétique construction d'un État palestinien n'est pas évoqué.

Côté palestinien, ce retrait est vu comme une victoire du Hamas et une preuve de l'efficacité de la lutte armée. Aujourd'hui, le mouvement islamiste pourrait remporter l'élection législative de cet été dans les territoires. Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, s'efforce de bloquer une loi qui pourrait avantager ce groupe, bien implanté localement. Ce blocage pourrait conduire à un report des élections. Pour le chercheur Hussein Agha et Robert

Malley de l'International Crisis Group dans le *Guardian*, il s'agit là d'une manœuvre du Fatah pour reporter les élections. Il serait soutenu par des Israéliens et des Occidentaux craignant une victoire du Hamas. Au contraire, pour les deux auteurs, il faut accepter le poids du Hamas dans la population et encourager ce mouvement à entrer dans les institutions palestiniennes et à participer aux négociations.

Le fondement du plan de retrait de Gaza est ce qu'il est convenu d'appeler en Israël « la bombe à retardement démographique ». À plus ou moins brève échéance selon les études, la population non juive deviendra majoritaire dans la bande de territoire allant du Jourdain à la Méditerranée. C'est cet argument qui justifie pour certains sionistes la division du territoire en deux États distincts. Un collectif de chercheurs états-uniens et israéliens a rédigé un rapport intitulé *West Bank/Gaza Demography Study : the 1.5 Million Population Gap*. Cette étude a été présentée aux très réactionnaires think tanks de l'Heritage Foundation et de l'American Enterprise Institute en début d'année. Les trois auteurs états-uniens de ce dossier, Bennett Zimmerman, Roberta Seid et Michael J. Wise, en rappellent les conclusions dans le *Jerusalem Post* : les chiffres traditionnellement publiés sont faux, les Palestiniens sont moins nombreux qu'on ne le dit et la majorité juive ne saurait être menacée avant longtemps. Dans le même quotidien, le démographe israélien, Sergio Dellapergola, conteste cette étude. Selon lui, l'approche des auteurs n'a rien de scientifiques et visent uniquement à saper un des arguments des partisans de la solution des deux États. Pour lui, il est évident qu'à l'horizon 2020, les juifs seront minoritaires dans les territoires faisant partie de la Palestine historique. Il faut donc une politique menant rapidement à la solution des deux États si on veut qu'Israël reste un État juif et démocratique.

On ne peut qu'être à nouveau frappé, à défaut d'être surpris, par la logique des auteurs de ce débat. Selon eux, Israël est aujourd'hui un État démocratique car les dirigeants du pays appartiennent au même groupe religieux que la majorité de la population. Au contraire, Israël ne peut être considérée comme une vraie démocratie puisqu'il divise sa population en fonction de sa foi ou des origines et prive 50 % de la population sur laquelle s'exerce son autorité des droits politiques réservés aux juifs.

Enfin, pour célébrer les 40 ans de la réconciliation israélo-allemande, les ministres des Affaires étrangères allemand et israélien, Joschka Fischer et Silvan Shalom, célèbrent l'amitié israélo-allemande dans *Ha'aretz*. Se faisant, ils réaffirment que l'Allemagne a une dette éternelle vis-à-vis d'Israël et l'Allemagne se réengage par la voix de son ministre à tout faire pour qu'Israël conserve son identité juive.

Réseau Voltaire

Abraham Shmulevitch



Abraham Shmulevitch est le leader du mouvement ultra-sioniste international Bead Artzeinu.

« Israël se transforme en un pays bolchevique »

Source : Vremya Novostyey (Fédération de Russie)

Référence : « », par Abraham Shmulevitch, *Vremya Novostyey*, 16 mai 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Le mont du temple, c'est le cœur du peuple juif. Comme le disaient les sages antiques, celui qui contrôle le mont du temple, contrôle Jérusalem ; celui qui contrôle Jérusalem, contrôle toute la terre d'Israël. C'est là qu'a commencé la création du monde, c'est là qu'Adam a été créé et qu'Abraham a préparé le sacrifice d'Isaak. Tant que le troisième temple n'est pas construit, il n'y aura pas d'harmonie en ce lieu où s'unissent le ciel et la terre. N'importe quel Premier ministre israélien peut devenir le messie s'il fait construire ce troisième temple. Ce n'est pas un devoir seulement pour les juifs. Cela signifierait pour le peuple juif, être à l'avant-garde de l'humanité. C'est une question de survie. C'est un miracle si l'humanité ne s'est pas auto anéantie dans une catastrophe technologique de type nucléaire ou bactériologique. Les modèles modernes de société nous mènent à notre perte. La venue de l'ère post-industrielle nous dicte une indispensable révolution mondiale, celle de la connaissance et de l'esprit. Le temple doit en être le centre.

Je sais qu'il y a deux mosquées sur le mont mais on pourrait les transporter, en Arabie saoudite par exemple. Jérusalem n'a pas de valeur du point de vue de la tradition musulmane. Il est dit dans le Coran qu'Allah a donné cette terre au fils d'Israël. Notre mouvement a initié une campagne pour que l'ONU vote une résolution sur l'obligation de construire ce temple. Il y a 58 ans, la résolution de l'ONU sur la création d'Israël pouvait aussi paraître fantasmagorique. On peut conserver les mosquées. Parce qu'il n'y a aucune représentation, icône ou idole, il est possible d'utiliser une mosquée pour le culte juif. Les Arabes sont mystiques et ils ne veulent pas que nous priions sur le mont du temple car ils ont peur que nos prières ne leur soient néfastes. Mon mouvement soutient que les frontières d'Israël devraient aller du Nil à l'Euphrate, ces frontières ont été tracées par le tout-puissant. Le problème d'Israël, c'est que le pays n'est pas dirigé à Jérusalem mais très loin, en Amérique par exemple. Nous construisons l'empire israélien mais nous sommes prêts à nous associer avec d'autres peuples. Si les Arabes sont prêts à vivre en citoyens loyaux, nous les acceptons. Tout empire se construit par une combinaison de diplomatie, d'économie et de guerre. Nous commencerons par le dialogue mais nous pouvons utiliser la force. Cela fait 50 ans que nous vivons en état de guerre, nous n'avons pas cherché cette confrontation mais nous pouvons y mettre un terme. Il faut comprendre que les Palestiniens n'existent pas en tant que peuple arabe spécifique, c'est une construction artificielle. Les Arabes qui ne sont pas loyaux doivent être arrêtés ou déportés.

Nous espérons arrêter la réalisation du plan de retrait. Sharon est capable

d'entraîner une guerre civile. Quand il n'y aura plus de possibilité de négociation, le peuple prendra les armes. Israël est en train de devenir un pays bolchevique, on arrête des gens préventivement, cela pourrait être notre cas, c'est ce que fait le gouvernement quand il n'a rien à dire.

Yossi Alpher

Ancien officier du Mossad, Yossi Alpher est co-rédacteur de Bitterlemons.Org et de Bitterlemons-International.Org. Il est membre du comité exécutif du Council for Peace and Security, une organisation qui a été la première à demander que soit construit un mur autour des territoires palestiniens suivant la « Ligne verte ».

« Dans un monde imparfait, le seul choix possible est Sharon »

Source : Daily Star (Liban)

Référence : « In an imperfect world, the only choice is to follow Sharon », par Yossi Alpher, *Daily Star*, 16 mai 2005.

Dans un monde parfait, le désengagement de Gaza serait coordonné du début à la fin, nous n'aurions pas besoin d'un désengagement unilatéral car nous aurions un processus de paix et ce retrait ferait partie d'un accord global créant un État palestinien viable laissant Israël prospérer comme un État juif et démocratique. Mais nous ne sommes pas dans un monde parfait. **Ariel Sharon** n'est intéressé que par les actions unilatérales et **Mahmoud Abbas** ne parvient ni à faire cesser la violence ni à asseoir son autorité et il reste attaché avant toute chose au statut final. Enfin, **George W. Bush** ne s'est pas engagé dans le soutien au processus de paix.

Dans ces conditions, le désengagement est la seule carte dont nous disposons. Cela ne veut pas dire que nous apprécions son approche mais nous sommes dans un monde imparfait et Sharon n'est pas prêt d'être remplacé au poste de Premier ministre. Il ne croît pas à la paix mais il comprend qu'Israël doit se retirer de Gaza et démanteler les colonies et il est mieux équipé que n'importe quel dirigeant pour faire ce travail. Il va détruire les habitations des colons de Gaza pour ne pas avoir à les négocier avec les Palestiniens mais, ce faisant, il répond à une de leur demande. Sous la pression politique des États-Unis, il a demandé à **Shimon Peres** de travailler sur les conséquences économiques du plan de désengagement. Pour l'avenir, la politique de Sharon posera un problème mais aujourd'hui, elle est notre meilleure option.

Robert Malley, Hussein Agha

Robert Malley est directeur du Middle East Program de l'International Crisis Group. Il a été l'assistant spécial du président Bill Clinton sur la question israélo-arabe (1998-2001).

Hussein Agha est membre du St Anthony's College d'Oxford et a été impliqué dans les relations israélo-palestiniennes depuis plus de 30 ans.

« Aujourd'hui, le Hamas doit tracer son chemin seul »

Source : The Guardian (Royaume-Uni)

Référence : « Now Hamas must come into its own », par Hussein Agha et Robert Malley, *The Guardian*, 18 mai 2005.

Les élections législatives palestiniennes de cet été sont marquées par l'incertitude dans les rapports de force entre le Fatah et le Hamas. Avec le soutien tacite d'Israéliens et d'occidentaux qui d'ordinaire plaident en faveur d'une démocratisation de l'Autorité palestinienne, le Fatah semble vouloir jouer avec le report des élections pour garder son influence.

Yasser Arafat avait rassemblé au Fatah un groupement hétéroclite de Palestiniens et depuis qu'il a perdu sa figure centrale, il n'apparaît plus désormais que comme une étiquette chargée de crédibiliser des hommes politiques. Surtout, le Fatah ne parvient plus à se positionner : est-il un parti politique ou un mouvement de libération ? Le Hamas n'a pas, pour sa part été touché par l'usure du pouvoir. C'est un mouvement armé mais avec un agenda précis dans le domaine politique. Il veut construire un État islamique mais se refuse à l'imposer aux Palestiniens et il n'attaque pas les Palestiniens. Le Hamas a commencé son action violente en s'attaquant aux soldats et aux colons israéliens mais il a finit par attaquer les civils, arguant qu'il s'agissait de mesures de rétorsion en réponse aux attaques contre des civils palestiniens. Le Hamas a toujours cru que le processus de paix échouerait et a parié sur l'exaspération de la population palestinienne. Aujourd'hui, le retrait de Gaza montre que l'action armée fonctionne. Face à l'influence croissante de ce parti, Mahmoud Abbas a essayé de l'intégrer. Cela ne sera pas facile mais il n'y a pas d'alternatives. Il faut essayer cette option. La suite dépendra de la façon dont le Hamas et le Fatah redéfiniront leur identité.

Reinhard Krumm



Historien, Reinhard Krumm est responsable de la fondation Friedrich-

« Les gens sont mécontents »

Source : Der Tagesspiegel (Allemagne)

Référence : « Die Leute sind unzufrieden », par Reinhard Krumm, *Der Tagesspiegel*, 15 mai 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

À Andijan, 23 commerçants sont accusés d'être des extrémistes religieux. Selon les dires de certains, il s'agit de citoyens qui sont respectés dans la ville. C'est pour cela que des amis et des proches de ces gens ont attaqué la prison et libéré d'autres prisonniers. Ensuite une foule de gens, majoritairement pacifiques et

Ebert en Asie centrale, il a été correspondant à Moscou pendant plusieurs années et vit aujourd'hui en Ouzbékistan à Tachkent.

non-armés, s'est dirigée vers le centre-ville pour manifester contre le gouvernement. Il y avait aussi des extrémistes armés dans cette manifestation. Les forces de sécurité essayent toujours de présenter l'opposition empreinte de religiosité comme un mouvement terroriste. C'est en partie vrai, par exemple lors des attentats de 2004 à Tachkent. On fait désormais rarement une différence entre les musulmans qui se préoccupent de l'avenir de leur pays et ceux qui fomentent vraiment un renversement. Il y a un mécontentement général parce que le gouvernement est bien en peine d'offrir des perspectives. C'est pour cela que les protestations ont trouvé un tel écho dans la population. D'après Human Rights Watch, quand quelqu'un est inculpé devant un tribunal, il n'a pratiquement aucune chance d'être acquitté. La vallée de Ferghana se sent particulièrement délaissée par le centre, Tachkent.

Bennett Zimmerman, Roberta Seid , Michael J. Wise

Partenaire principal de l'Israel Emerging Growth Fund et président de l'association Friends of the Golan, Bennett Zimmerman est membre de l'équipe états-unienne qui a rédigé un rapport sur la démographie des Arabes et des juifs en Israël/Palestine : *West Bank/Gaza Demography Study : the 1.5 Million Population Gap*.

Directrice des études et recherches de l'association pro-israélienne Standwithus, Roberta Seid est membre de l'équipe états-unienne qui a rédigé un rapport sur la démographie des Arabes et des juifs en Israël/Palestine : *West Bank/Gaza Demography Study : the 1.5 Million Population Gap*.

Michael J. Wise est membre de l'équipe états-unienne qui a rédigé un rapport sur la démographie des Arabes et des juifs en Israël/Palestine : *West Bank/Gaza Demography Study : the 1.5 Million Population Gap*.

« La bataille des chiffres : quelle bombe à retardement démographique ? »

Source : Jerusalem Post (Israël)

Référence : « Battle of the numbers : What Demographic time bomb ? », par Bennett Zimmerman, Roberta Seid et Michael J. Wise, *Jerusalem Post*, 17 mai 2005.

La démographie est une question centrale dans le conflit israélo-arabe. La sagesse conventionnelle veut qu'Israël fasse face à une bombe à retardement démographique et d'après certains démographes, s'appuyant sur les taux de natalité arabes et juifs, les juifs seront bientôt minoritaires entre le Jourdain et la Méditerranée. Mais ce scénario apocalyptique est faux.

Cette estimation se fonde en effet sur des chiffres que personnes n'a pris la peine de vérifier. Les chiffres du Bureau central des statistiques palestiniennes (PCBS) parlent de 3,8 millions d'habitants dans les territoires, pour nous, il y en a 2,4 millions. Le PCBS a gonflé les chiffres tout comme il a gonflé les taux de fécondité. C'est en se fondant sur ces erreurs que les démographes affirment qu'à l'avenir, les juifs seront minoritaires. Le PCBS a fait son estimation sur des taux de fécondité faux, a compté les naissances à l'étranger, a gonflé l'immigration dans les territoires, a compté les Arabes de Jérusalem comme faisant partie de la population des territoires alors qu'ils sont déjà comptabilisés par Israël.

Le nombre de Palestiniens inscrit sur les listes électorales confirme nos calculs. La population entre le Jourdain et la Méditerranée est à 60 % juive et à 40 % arabe. Il s'agit de proportions proches de celle de 1967.

Où sont les démographes ? Pourquoi n'ont ils pas vérifiés leurs sources ? Un afflux faible mais réguliers de juifs de la diaspora en Israël et un maintien des taux de fécondité suffira à conserver une écrasante majorité juive.

Sergio Dellapergola

Sergio Dellapergola est professeur à l'université hébraïque de Jérusalem. Né en Italie, il vit en Israël depuis 1966, et est spécialiste de la démographie des populations juives. Il est membre du Jewish People Policy Planning Institute de Jérusalem.

« La bataille des chiffres : une minorité juive d'ici à 2020 »

Source : Jerusalem Post (Israël)

Référence : « Battle of the numbers : Jewish minority by 2020 », par Sergio Dellapergola, *Jerusalem Post*, 17 mai 2005.

Les récentes annonces concernant la mort soudaine du « problème démographique » sont prématurées. Un rapport d'une équipe américano-israélienne ne rassemblant aucun démographe professionnel a été largement diffusé dans la presse. Il affirme que la population palestinienne est plus proche des 2,4 millions que des 3,8 millions. La conclusion de ce rapport est qu'avec une majorité juive stable sur tout le territoire, il n'y a pas de raisons de se séparer de la Judée, de la Samarie et de Gaza. Cette étude mérite d'être examinée.

Contrairement à ce qu'affirment les auteurs, personne en Israël ne prend le chiffre de 3,8 millions de Palestiniens pour argent comptant et n'oublie que ce chiffre inclut les Arabes de Jérusalem. En fait, entre la Méditerranée et le Jourdain, il y a 5,2 millions de juifs, 300 000 immigrants non-juifs intégré à la population majoritaire israélienne, 1,3 millions d'Arabes israéliens et 3,4 millions de Palestiniens en Judée, Samarie et Gaza. Soit 51 % de juifs et 3 % de non juifs intégrés. En faisant une estimation moyenne de la natalité arabe et en tenant compte de la baisse probable du taux de fécondité par femme palestinienne, on estime que les juifs et non-juifs intégrés représenteront 47 % de la population entre le Jourdain et la Méditerranée d'ici à 2020 et pourraient n'être que 37 % d'ici 2050. Ce résultat ne tient pas compte d'une immigration arabe.

Dans leur rapport, les auteurs choisissent systématiquement les estimations les plus basses du taux de natalité sans expliquer en quoi elles seraient plus fiables que les autres. Les chiffres qu'ils commentent ne sont pas vérifiables et se fondent même sur des définitions imprécises. Pour notre part, nous fondons notre calcul du taux de fécondité des Palestiniens sur le taux de natalité des Arabes israéliens, un taux qui est stable depuis 20 ans, et qui est plus élevé que le taux de natalité du reste du monde arabe.

Les auteurs du rapport pensent que la majorité juive perdurera en tablant sur une immigration juive forte en Israël alors que la réserve que représente la diaspora s'épuise et que rien ne laisse envisager de nouvelles vagues d'immigration.

Silvan Shalom, Joschka Fischer



Silvan Shalom est le ministre des Affaires étrangères d'Israël et vice-Premier ministre.



Joschka Fischer est ministre vert allemand des Affaires étrangères.

« Israël et l'Allemagne, une amitié de 40 ans »

Source : Ha'aretz (Israël)

Référence : « Israel and Germany, a 40-year friendship », par Silvan Shalom et Joschka Fischer, *Ha'aretz*, 18 mai 2005.

Cette semaine, Israël et l'Allemagne célèbrent les 40 ans de leur relation diplomatique. L'Allemagne et Israël ont un destin commun unique, influencé par l'Holocauste mais aussi par l'expérience gagnée dans la construction d'un présent commun et d'un avenir en dépit de ce terrible désastre. Aujourd'hui, 60 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale et de l'Holocauste, le meurtre de masse des juifs allemands et européens par les Allemands, les relations entre Israël et l'Allemagne sont stables et solides.

Des liens politiques et sociaux ont été tissés entre nos pays. L'Allemagne reconnaît sa responsabilité dans la préservation de la mémoire du passé pour les générations futures. Elle reconnaît sa responsabilité dans la défense de l'existence et de la sécurité d'Israël comme le foyer des survivants de l'Holocauste et des juifs à travers le monde.

Il y a 40 ans, nous ouvrons un nouveau chapitre dans nos relations et Israël considère aujourd'hui l'Allemagne comme une amie. Nous vivons une époque où il reste de moins en moins de témoins directs de l'Holocauste tandis que l'antisémitisme se développe. Nous devons donc encore développer davantage nos relations. Nous avons multiplié les échanges culturels et nous avons créés des organismes qui permettront de coordonner nos politiques face aux défis du XXI^{ème} siècle. Cet anniversaire est l'occasion de renforcer notre partenariat.